

International

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE 2026 : ENJEUX ET LEÇONS D'UN EXERCICE DIPLOMATIQUE À FORTE PORTÉE SYMBOLIQUE

Romain Keppenne

30/10/2026

Le troisième sommet Russie-Afrique organisé fin octobre 2026 à Moscou illustre la stratégie de la politique étrangère russe en Afrique mais tout autant la doctrine générale des relations internationales du Kremlin. Romain Keppenne, expert associé à la Fondation, analyse les réussites et les limites de cette stratégie dans le cadre de ce sommet.

Ces 28 et 29 octobre 2026, le prestigieux **Gostni Dvor** de Moscou, situé à quelques pas seulement du Kremlin, a accueilli la troisième édition du sommet Russie-Afrique et rassemblé les délégations de 48 des 54 pays du continent africain. Visant à démontrer la capacité de la Russie à institutionnaliser cette plateforme de dialogue et de partenariat initiée en 2019, cette troisième édition du sommet a désormais permis d'établir une véritable récurrence de l'événement. En formalisant et en ancrant encore un peu plus l'investissement diplomatique de la Russie vis-à-vis du continent africain, Vladimir Poutine continue ainsi à renforcer cet axe africain – désormais majeur – de sa politique extérieure, réinitié à son arrivée au pouvoir au tournant du siècle¹.

Tandis que l'édition de 2019 avait eu lieu à Sotchi et celle de 2023 à Saint-Pétersbourg, le choix d'inscrire le sommet Russie-Afrique dans la capitale pour cette nouvelle édition dénotait l'élévation progressive du rang protocolaire accordé à ce sommet et une volonté d'affirmer plus encore l'importance stratégique de l'Afrique pour la Russie sur le plan symbolique.

L'Afrique joue un rôle clé dans la construction du narratif russe d'un monde devenu « multipolaire » et appelé à se débarrasser de l'égide occidentale. À rebours du narratif d'isolement international de Vladimir Poutine, déjà mis à mal à de nombreuses reprises depuis février 2022 en dépit de la

surenchère sanglante de l'armée russe en Ukraine, le sommet Russie-Afrique a donc à nouveau permis au président Poutine de s'afficher dans sa capitale, entouré de nombreux chefs d'États issus de la « majorité mondiale » théorisée par Sergueï Karaganov².

Les participations de haut niveau : principal enjeu et indicateur de performance pour le *soft power* de Moscou

Mais pour s'ériger en héraut d'un concept aussi mouvant et instable que celui de la supposée « majorité mondiale », encore faut-il être en mesure d'en rassembler les représentants autour d'un agenda commun. C'est tout le paradoxe de la doctrine de « multipolarité » défendue par la Russie : que celle-ci se traduise par un sommet « bilatéral », rassemblant la Russie, d'une part, et un vaste continent composé de 54 États, d'autre part, comme en existent tant d'autres³.

Fait notable, dès lors : bien en amont du sommet, la communication officielle entourant l'événement a accordé une grande importance au nombre de délégations y étant représentées, et a sans surprise fait de la participation des chefs d'État un indicateur clé de son succès.

Si le gouvernement russe s'est particulièrement focalisé sur cet indicateur, c'est parce que le deuxième sommet Russie-Afrique de 2023 avait constitué un relatif revers diplomatique pour la Russie par rapport à son édition de 2019. Si le nombre de délégations africaines était resté quasiment stable, celui des chefs d'État présents avait chuté de près de 60%, passant de 43 à seulement 17⁴.

Selon l'[Institute for Security Studies](#) (ISS), cette désaffection s'expliquait par les répercussions de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, les inquiétudes suscitées par le retrait de Moscou de l'accord sur les exportations de céréales en mer Noire⁵, les controverses entourant les activités du groupe Wagner en Afrique⁶, ainsi que par la volonté de plusieurs gouvernements de ne pas compromettre leurs relations avec les partenaires occidentaux. À ces facteurs géopolitiques s'ajoutait une certaine déception quant aux retombées économiques du premier sommet : l'objectif annoncé en 2019 de porter les échanges russo-africains à 40 milliards de dollars n'avait notamment pas été atteint (et ceux-ci restent encore à l'heure actuelle bien en-dessous de cette cible⁷).

Dans ce contexte, le sommet de 2026 représentait un donc véritable enjeu d'image et de crédibilité internationale pour la Russie : au-delà de la signature de nouveaux accords, il s'agissait pour Vladimir Poutine de démontrer que le pays conservait une capacité de mobilisation diplomatique significative. Cette édition ne pouvait donc manquer, mécaniquement, d'avoir des allures de test pour la diplomatie russe.

Attestant de la sensibilité du dossier, le gouvernement russe n'a dès lors pas manqué de préparer le terrain en accusant les pays occidentaux, et plus spécifiquement la France, de chercher à saborder le sommet⁸, comme il l'avait fait en 2023. Une excuse bien commode en cas de mauvaise surprise sur la participation des chefs d'Etat africains, et d'autant plus nécessaire que le sommet se déroulait quelques mois seulement après le sommet *Africa Forward*, présidé par Emmanuel Macron et William Ruto à Nairobi⁹.

Un succès en demi-teinte pour le Kremlin, reflet d'un ancrage contrasté à travers un continent pluriel ?

Fait indéniable : les 28 et 29 octobre 2026, la Russie a une fois encore démontré sa capacité à mobiliser **un grand nombre de chefs d'État** et de délégations nationales, en légère augmentation depuis la seconde édition de 2023. Sans revenir à un succès similaire à l'édition de 2019, la Russie a consolidé l'événement et confirmé l'importance que lui accordent ses partenaires africains.

Cependant, à y regarder de plus près, le sommet offre quelques leçons sur les dynamiques à l'œuvre, pays par pays, et permet de dégager des lignes de force plus contrastées. Si la Russie a consolidé son influence auprès de ses partenaires historiques et de ses quelques bastions sécuritaires sur le continent, elle fait également face à une majorité d'États dont le jeu reste ouvert et qui participent au sommet par opportunisme économique sans adhérer au discours politique sous-jacent du Kremlin. Par ailleurs, la Russie fait également face à quelques déconvenues notables.

En somme, l'événement offre l'occasion de faire un état des lieux à grand traits des tendances diplomatiques à l'œuvre à l'échelle du continent.

Les partenaires historiques de longue date, et les nouveaux bastions russes en Afrique

Pas de surprise du côté des partenaires historiques de la Russie, qui depuis l'ère soviétique entretiennent une relation étroite avec Moscou. L'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie ou encore le Zimbabwe : les piliers de longue date de la diplomatie russe en Afrique ont tous répondu présent. L'Algérie a assuré une présence de haut niveau avec son premier ministre, Sifi Ghrieb.

Pour les plus récents bastions sécuritaires de Moscou, notamment le Burkina Faso, le Mali et la

République centrafricaine, la participation au sommet relevait presque de l'évidence, tant les relations avec la Russie sont désormais étroitement imbriquées dans les dispositifs de sécurité et de maintien au pouvoir des régimes concernés. Bien qu'Ibrahim Traoré n'ait pas fait le déplacement personnellement, le Burkina Faso était représenté à haut niveau.

La présence d'Archange Touadéra à Moscou était quant à elle évidente, tant la Russie est devenue un acteur incontournable en République centrafricaine (RCA). Pour n'évoquer que le seul volet énergétique, selon *Africa Intelligence*, la Russie négocie actuellement avec Bangui un **accord d'approvisionnement en produits pétroliers**, dont la signature pourrait intervenir début 2027, illustrant la volonté du Kremlin d'utiliser la coopération énergétique comme un instrument de consolidation de son influence politique et sécuritaire.

Vis-à-vis de ces bastions, le sommet Russie-Afrique apparaît donc moins comme une opération de séduction diplomatique que comme une occasion de conforter des relations d'interdépendance déjà profondes, dont la valeur géopolitique pour Moscou prime sur la rentabilité économique immédiate.

Ce modèle pourrait continuer de s'étendre à d'autres pays africains, comme en atteste par exemple le cas spécifique de la République du Congo. Si les relations entre Brazzaville et Moscou s'inscrivent dans une longue tradition de coopération politique et militaire, elles connaissent depuis 2025 un approfondissement notable sur le plan sécuritaire. Selon *Africa Intelligence*, des éléments d'Africa Corps ont intégré le dispositif de sécurité présidentielle du président Denis Sassou-Nguesso, une évolution qui suggère que la Russie cherche à transformer ce partenariat historique en un ancrage politico-sécuritaire plus profond, rapprochant progressivement le Congo du modèle de la RCA et des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES)¹⁰.

Les équidistants et participants opportunistes au sommet

De nombreux États présents à Moscou cette année sont avant tout soucieux de préserver leur autonomie stratégique, et cultivent pour ce faire une diplomatie multivectorielle. Ils voient dans le dialogue avec Moscou une opportunité de diversifier leurs partenariats, sans pour autant que ce positionnement s'apparente clairement à un alignement sur le narratif russe d'émergence d'une « majorité mondiale ».

Le Kenya illustre parfaitement cette stratégie multivectorielle consistant à entretenir une politique extérieure ouverte et à mettre les partenaires internationaux en compétition. La **présence du président William Ruto** à Moscou constitue un succès diplomatique notable pour la Russie, d'autant

que Nairobi avait limité sa représentation au niveau de son ambassadeur lors du sommet de 2023 et que la relation bilatérale est aujourd'hui entachée par les nombreux **recrutements de ressortissants kenyans** pour combattre sur le front ukrainien. Ce rapprochement est essentiellement pragmatique, porté par la **recherche de nouveaux débouchés commerciaux** et les potentiels investissements russes dans des secteurs clés comme les intrants agricoles et la construction de logements. Cependant, il constitue un franc revirement et marque un succès diplomatique pour la Russie.

Pour autant, Moscou peine à transformer le sommet en une véritable plateforme de dialogue et de résolution des défis proprement africains, comme l'illustrent les cas du Rwanda et de la République démocratique du Congo (RDC)¹¹. L'absence du président rwandais, Paul Kagame, **qui avait pourtant été annoncé**, potentiellement due à la participation du président de la RDC, Félix Tshisekedi, illustre la difficulté rencontrée par la Russie de jouer un rôle de faiseur de paix et de sortir de la dimension purement bilatérale du sommet pour influencer sur les enjeux géopolitiques africains.

Les prospections contrariées de Moscou

Enfin, certains États que Moscou cherche activement à attirer dans son orbite témoignent des difficultés du Kremlin à convertir ces efforts de rapprochement en engagements politiques tangibles, les gouvernements concernés préférant préserver leur autonomie diplomatique et leurs partenariats existants.

Les Comores, notamment, illustrent bien certaines de ces limites rencontrées dans certains cas par la Russie dans l'expansion de son influence. Alors que le président comorien, Azali Assoumani, avait co-présidé le sommet Russie-Afrique de 2023 et **porté officiellement le message de multipolarité** promu par l'hôte du sommet, la Russie a depuis lors peiné à renforcer ses canaux diplomatiques et son influence aux Comores¹². L'exemple comorien illustre avec force l'écart persistant entre les déclarations permises et mises en scène lors de ce type de sommets et la réalité du renforcement et de l'expansion de l'influence russe en Afrique. La présence d'Azali Assoumani à Moscou lors de cette nouvelle édition pourrait-elle changer la donne pour les années à venir ?

En Afrique de l'Ouest, le Bénin illustre également les limites des ambitions russes d'expansion dans la région. Alors que Moscou cherche à approfondir ses relations avec Cotonou, le président Romuald Wadagni, dont la **participation au sommet avait été annoncée** quelques jours auparavant, a finalement choisi de se faire représenter par sa vice-présidente, Mariam Chabi Talata. Ce changement de dernière minute, dont les motivations n'ont pas été officiellement précisées,

témoigne des difficultés de Moscou à mobiliser personnellement certains dirigeants africains en dépit d'efforts de séduction significatifs¹³.

Quelle est la suite ?

La Russie a la ferme intention de poursuivre la consolidation de son influence en Afrique, et le sommet de Moscou ne constitue qu'une étape dans cette stratégie de reconquête d'influence sur le continent africain.

Moins de trois semaines après sa clôture, le parti présidentiel Russie unie réunira, du 14 au 18 novembre 2026, l'assemblée générale du mouvement international « Pour la liberté des nations ! », créé en 2024 pour fédérer des formations politiques étrangères autour d'un discours de lutte contre le « néocolonialisme ». Pilotée notamment par Dmitri Medvedev, cette initiative rassemble des partis historiques africains, tels que l'ANC sud-africain, le FLN algérien, le Frelimo mozambicain ou la Zanu-PF zimbabwéenne, et prévoit une séquence spécifiquement consacrée à l'Afrique. Elle illustre la volonté de Moscou de prolonger son offensive diplomatique au-delà des relations interétatiques, **en investissant les réseaux partisans**, idéologiques et informationnels pour y construire des relais d'influence durables. La Russie n'a pas fini de nous partager sa vision de la « majorité globale ».

1. Voir Samuel Ramani, « The Dawn of Russia's Resurgence in Africa: 2000-08 », chap. 2, dans *Russia in Africa: Resurgent Great Power or Bellicose Pretender?*, Oxford, Oxford University Press, 2023, pp. 53-76. L'auteur montre que le retour de la Russie en Afrique a été amorcé dès les premiers mandats de Vladimir Poutine, relevant d'une stratégie diplomatique progressive et délibérée plutôt que d'un opportunisme récent. S'inscrivant dans l'héritage de la doctrine multipolaire d'Evgueni Primakov, Moscou s'attache dès le début des années 2000 à restaurer ses partenariats historiques de la période soviétique, notamment avec l'Algérie, la Libye et l'Égypte, tout en approfondissant ses relations avec des régimes isolés par les Occidentaux, comme le Soudan et le Zimbabwe.
2. La notion de « majorité mondiale » (**202222 22222222222**) désigne l'ensemble des États non occidentaux, présentés comme démographiquement majoritaires et aspirant à s'émanciper de l'hégémonie politique, économique et culturelle de l'Occident. Cette doctrine entend substituer à la notion géographique de « Sud global » une catégorie géopolitique plus large, permettant à la Russie de se présenter comme l'un des pôles structurants d'un nouvel ordre mondial multipolaire. Elle vise notamment à transformer la non-adhésion de nombreux États aux sanctions occidentales contre Moscou en une convergence politique plus durable, voire en un front de contestation de l'ordre international dominé par l'Occident. Voir Sergueï Karaganov et al., « **La doctrine Karaganov** », texte présenté et commenté par Marlène Laruelle, Le Grand Continent, 20 avril 2024.
3. La Russie a rejoint en 2019 un format en réalité initié par la France en 1973 (Sommet France-Afrique), et repris par la suite par de nombreux pays jusqu'à aujourd'hui (Japon, Chine, Inde, Turquie, États-Unis, Royaume-Uni, Arabie saoudite, Italie et Corée du Sud).
4. Elena Moukhametchina (**22222 222222222222**), « **2222 222222 2222222222 2 222222 222222222 222222 22 222222 222222 - 222222** » [Iouri Ouchakov présente le programme de Vladimir Poutine au sommet Russie-Afrique], Vedomosti, 25 juillet 2023.
5. Voir « **En se retirant de l'accord céréalier, Moscou mise sur une aggravation de la crise alimentaire mondiale** », *Le Monde*,

- 31 octobre 2022 (consulté le 26 octobre 2026). Les promesses faites par Vladimir Poutine lors du sommet Russie-Afrique de 2023 quant aux livraisons gratuites de céréales vers le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali, la Somalie, la République centrafricaine et l'Érythrée attestent de l'importance de cet enjeu. Voir Vadim Zaytsev, « [Second Russia-Africa Summit Lays Bare Russia's Waning Influence](#) », Carnegie Endowment for International Peace, juillet 2023.
6. La mutinerie d'Evgueni Prigojine en juin 2023, un mois seulement avant le sommet de Saint-Petersbourg, avait par ailleurs suscité des interrogations sur la maîtrise par le Kremlin de son dispositif paramilitaire, ainsi que plus globalement sur la pérennité de ses engagements sécuritaires en Afrique. Voir Vadim Zaytsev, « [Second Russia-Africa Summit Lays Bare Russia's Waning Influence](#) », Carnegie Endowment for International Peace, juillet 2023.
 7. Selon les [statistiques du Service fédéral](#) des douanes russe, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique auraient atteint 27,1 milliards de dollars en 2025, un chiffre qui demeure difficile à corroborer indépendamment en raison de l'opacité accrue des données commerciales russes depuis 2022. Même en retenant cette estimation officielle, le bilan apparaît contrasté : les échanges restent nettement inférieurs à l'objectif de 40 milliards de dollars fixé en 2019 et demeurent fortement déséquilibrés au profit des exportations russes, avec une concentration particulièrement importante sur les pays d'Afrique du Nord (céréales).
 8. Le 4 juin 2026, Maria Zakharova a évoqué de possibles tentatives d'entrave des dirigeants des pays invités. Le 15 septembre, Sergueï Lavrov a personnellement accusé Emmanuel Macron de chercher à dissuader les dirigeants africains de se rendre à Moscou, évoquant des soupçons fondés sur « certains faits », sans les préciser. Le 30 septembre, Maria Zakharova a affirmé que des pays occidentaux exerçaient des pressions sur les gouvernements africains pour empêcher leur participation. Le 19 octobre, Tatiana Dovgalenko, directrice du département du partenariat avec l'Afrique au ministère russe des Affaires étrangères, a dénoncé des démarches diplomatiques collectives dans plusieurs capitales africaines, allant jusqu'au « chantage financier ». Enfin, le 27 octobre, Maria Zakharova a évoqué des tentatives d'intimidation et des invitations à des événements concurrents. Aucune de ces accusations n'a été accompagnée de preuves publiques indépendamment vérifiables. Voir « Moscow sees attempts to obstruct African countries' participation in Russia-Africa Summit », [African Initiative](#), 4 juin 2026, un article de [Kommersant](#) du 15 septembre 2026, « MAE : l'Occident tente un chantage financier à la veille du sommet Russie-Afrique », [African Initiative](#), 19 octobre 2026, et un article de [News.ru](#) du 27 octobre 2026.
 9. En mai 2026, [Africa Forward](#) a rassemblé plus de 30 chefs d'État et de gouvernement à Nairobi.
 10. Sans pour autant que le degré de dépendance de Brazzaville à la Russie soit aujourd'hui comparable à celui de la RCA ou des autres bastions russes en Afrique de l'Ouest. Voir Paul Deutschmann, Antoine Rolland et Joan Tilouine, « [Françoise Joly, l'énigmatique conseillère française de chefs d'État devenue le relais de Moscou](#) », [Africa Intelligence](#), 6 juillet 2026.
 11. Les relations entre Kigali et Kinshasa sont profondément dégradées par le conflit dans l'est de la RDC, où Kinshasa accuse Kigali de soutenir militairement la rébellion du M23.
 12. Selon [Africa Intelligence](#), Moscou cherche depuis plusieurs mois à renforcer son implantation diplomatique dans l'archipel, notamment à travers la nomination d'un consul honoraire, l'ouverture d'une ambassade et la création d'une « Maison russe », destinée à développer son influence culturelle. Ces initiatives se heurtent cependant aux réticences du président Azali Assoumani lui-même, soucieux de maintenir l'influence russe à distance en dépit des déclarations au sommet Russie-Afrique de 2023. Malgré ces obstacles, Moscou poursuit ses démarches et cherche à mobiliser des relais alternatifs pour consolider sa présence dans l'archipel des Comores. Voir « [Moroni contrarie les ambitions diplomatiques de Moscou](#) », [Africa Intelligence](#), 30 avril 2026, et « [Moscou face à des vents contraires pour implanter sa future ambassade](#) », [Africa Intelligence](#), 19 août 2026.
 13. Cet exemple ne saurait toutefois être interprété à lui seul comme un refroidissement bilatéral, le Bénin maintenant une représentation de haut rang et poursuivant une politique de diversification diplomatique.